

## Commissions

### Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

*Président : M. François Bellot*

#### ➤ LUNDI 8 FÉVRIER 2010

1. Questions jointes :

- Question de M. Patrick De Grootte à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la nouvelle procédure de départ des trains à la SNCB" (n° 18837).
- Question de M. Jan Mortelmans à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les procédures de départ des trains à la SNCB" (n° 19001).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

2. Question de M. David Lavaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la sécurisation du rail" (n° 17878).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

3. Question de M. Jan Jambon au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "Belgocontrol" (n° 18550).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

4. Question de M. François Bellot au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le transfert des compétences relatives aux enquêtes en matière de sécurité de la SNCB Holding vers le SPF Mobilité" (n° 18692).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

5. Question de M. Paul Vanhie au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'utilisation de feux spéciaux par les experts requis en cas d'accident de la circulation" (n° 18694).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

6. Question de M. Paul Vanhie au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les certificats de conformité pour les motos" (n° 18695).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

7. Question de M. Roel Deseyn au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'aérodrome régional de Courtrai-Wevelgem" (n° 18870).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

8. Question de Mme Karine Lalieux au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'arrivée hypothétique d'un troisième 'handler' sur le tarmac de Bruxelles-National" (n° 18940).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

9. Question de M. Jan Mortelmans à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "le fonctionnement du Comité consultatif des usagers auprès de la SNCB" (n° 18986).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

10. Question de M. François Bellot au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la création éventuelle d'une banque de données relative à la circulation routière" (n° 18973).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

11. Question de M. David Geerts au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le calendrier des campagnes de l'IBSR" (n° 19029).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de Mme Magda Raemaekers au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le port obligatoire d'un gilet fluo" (n° 19033).

- Question de M. Roland Defreyne au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le port obligatoire d'un gilet fluo" (n° 19279).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

13. Questions jointes :

- Question de M. Patrick De Grootte au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les déclarations d'un prince royal concernant la politique en matière de circulation routière" (n° 19189).

- Question de M. Jan Mortelmans au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les propos tenus par le prince Laurent en matière de sécurité routière" (n° 19258).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

14. Question de Mme Magda Raemaekers au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les dispenses pour le port de la ceinture de sécurité" (n° 19270).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre a répondu.

#### ➤ **MERCREDI 10 FÉVRIER 2010**

1. Projet de loi portant modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, n° 2401/1.

- Rapporteur : Mme Cathy Plasman.
- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a donné un exposé introductif.
- La discussion générale a eu lieu.
- Sont intervenus : Mme Cathy Plasman et MM. Roel Deseyn et Patrick de Groot.
- La discussion des articles a eu lieu.
- Des amendements n°s 1 à 4 ont été déposés par M. Roel Deseyn et consorts.
- Les amendements n°s 1 à 4 ainsi que les articles, tels qu'amendés, ont été successivement adoptés.
- La commission a décidé à l'unanimité de déroger à l'article 82,1 du Règlement de la Chambre.
- Le projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté à l'unanimité.

2. Proposition de loi (Roel Deseyn, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques en ce qui concerne le changement d'opérateur, n° 2005/1 à 4. Amendements de M. Deseyn et consorts.  
(Continuation) (Rapporteur : M. David Lavaux).

- La discussion générale a été poursuivie et cloturée.
- Ont pris la parole : M. Roel Deseyn et Mme Cathy Plasman.
- La discussion des articles a eu lieu.
- Les amendements n°s 1 à 11 ont été retirés.
- Les amendements n°s 12 à 15 ont été déposés par M. Roel Deseyn et consorts.
- Les amendements n°s 12 à 15 ainsi que les articles, tels qu'amendés, ont été successivement adoptés.
- La commission a décidé à l'unanimité de déroger à l'article 82,1 du Règlement de la Chambre.
- La proposition de loi, telle qu'amendée, a été adoptée à l'unanimité.

3. Question de M. Patrick De Groot au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la création de nouveaux postes de direction au conseil d'administration de l'IBPT et la désignation politique des mandataires" (n° 17862).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

4. Question de M. Guy Milcamps au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le problème de la 'taxe pylône GSM'" (n° 17903).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

5. Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'étude de l'IBPT" (n° 19004).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

6. Question de M. David Lavaux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la protection des droits des internautes en Belgique" (n° 19215).

Prochaine séance : lundi 22 février 2010.

## **Relations extérieures & Questions européennes**

---

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

*Présidents : MM. Geert Versnick et Herman De Croo et Mmes Vanessa Matz et Marleen Temmerman (S)*

### ➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

(Réunion commune avec la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat).

Les priorités de la Présidence belge de l'Union européenne.

- Exposé du ministre de la Coopération au Développement;
- Echange de vues.
  
- Rapporteurs : Mme Marleen Temmerman (Sénat), M. Geert Versnick, M. Herman de Croo et Mme Vanessa Matz (Sénat).
- Le ministre de la Coopération au Développement a fait un exposé.
- Sont intervenus : Mme Sabine de Bethune (Sénat), M. Georges Dallemagne, M. Paul Wille (Sénat), M. Wouter De Vriendt, Mme Hilde Vautmans, Mme Marie Arena, M. Dirk Van der Maelen et Mme Marleen Temmerman (Sénat).

Prochaine séance : mardi 23 février 2010.

## **Justice, Intérieur et Questions européennes**

---

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LA COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU COMITÉ D'AVIS CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

*Présidents : Mme Sonja Becq, M. André Frédéric, M. Herman De Croo et Mme Vanessa Matz (S)*

### ➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

Les priorités de la Présidence belge de l'Union européenne.

1. Exposés :

- de la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile et du secrétaire d'État à la Politique de migration et d'asile, adjoint à la ministre chargée de la Politique de migration et d'asile, et en ce qui concerne la Coordination de la Politique de migration et d'asile, adjoint au premier ministre et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice;
- du ministre de la Justice;
- du ministre de l'Intérieur.

- Un échange de vues a eu lieu avec les membres de la Chambre et les sénateurs.

2. État d'avancement en matière de transposition des Directives européennes.

## Affaires sociales

---

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

*Président : M. Yvan Mayeur*

### ➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

1. Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la garantie de revenus aux personnes âgées et l’allocation pour l’aide aux personnes âgées” (n° 18069).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

2. Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la pension par capitalisation” (n° 18070).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Stefaan Vercamer au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “les problèmes financiers aigus au sein de l’ONSS-APL” (n° 18690).

- Question de Mme Maggie De Block au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “ses mesures concernant l’ONSS-APL” (n° 18716).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

4. Question de Mme Sonja Becq au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “les droits à une pension complémentaire” (n° 18766).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Koen Bultinck au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la mise à la retraite pour raisons de santé” (n° 18865).

- Question de Mme Martine De Maght au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “les règles relatives à la mise à la pension de fonctionnaires pour des raisons de santé” (n° 18904).

- Question de Mme Sonja Becq au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “les disparités en matière d’octroi d’une pension pour incapacité de travail dans le secteur public” (n° 19295).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

6. Question de M. Wouter De Vriendt au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la Conférence nationale des pensions” (n° 19036).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de M. Koen Bultinck au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “le bonus-pension pour les fonctionnaires” (n° 19065).

- Question de Mme Martine De Maght au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “le bonus pension pour encourager les fonctionnaires à travailler au-delà de 60 ans” (n° 19183).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

8. Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d’asile, sur “le processus de désignation d’un nouvel administrateur de l’ONP” (n° 19131).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

9. Question de M. Stefaan Vercamer au ministre des Pensions et des Grandes villes “les différences en ce qui concerne l’octroi d’un complément de pension” (n° 19245).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

10. Question de Mme Sonja Becq au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “l’octroi du complément de pension dans le secteur public” (n° 19350).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

11. Question de Mme Martine De Maght au secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’État, adjoint au ministre de la Justice, sur “les mariages ou les cohabitations de complaisance” (n° 18912).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d’État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

12. Ordre des travaux :

- Activation du comportement de recherche d’emploi.

13. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre de l’Emploi et de l’Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d’asile, sur “les avancées du groupe de travail ‘Lesbigay Justice’” (n° 18059).

- La vice-première ministre et ministre de l’Emploi et de l’Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d’asile a répondu.

14. Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l’Emploi et de l’Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d’asile, sur “la mise en place de la Commission de règlement de la relation de travail” (n° 18228).

- La vice-première ministre et ministre de l’Emploi et de l’Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d’asile a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l’Emploi et de l’Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d’asile, sur “le prélèvement sur les réserves des ALE” (n° 18454).

- Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l’Emploi et de l’Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d’asile, sur “l’action juridique de l’Association des villes et communes flamandes (VVSG) contre l’hold-up commis sur les réserves des ALE” (n° 18775).

- Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les actions judiciaires entreprises par certaines communes flamandes contre le prélèvement sur les réserves des ALE" (n° 18790).
  - Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'opposition au prélèvement sur les réserves des ALE" (n° 18955).
  - Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le prélèvement sur les réserves des ALE et des entreprises de titres-services" (n° 19205).
  - Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la reprise d'une partie des réserves des ALE actives dans le secteur des titres-service" (n° 19312).
- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la relation entre les mesures anti-crise et le droit au crédit-temps habituel" (n° 18497).
  - Question de Mme Camille Dieu à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le non respect par les employeurs de l'accord concernant l'adaptation collective du temps de travail et le crédit de temps pendant la crise" (n° 18507).
- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

17. Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'absence de l'arrêté d'exécution de l'article 34 de la loi sur les contrats de travail" (n° 18560).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

18. Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les emplois verts" (n° 18561).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

19. Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le nombre de jours où il peut être dérogé au principe de l'interdiction du travail dominical" (n° 18562).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

20. Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'adaptation de l'indemnité de rupture pour les travailleurs qui reprennent le travail à temps partiel après une période d'incapacité de travail" (n° 18563).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

21. Questions jointes :

- Question de Mme Mia De Schamphelaere à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le dossier Opel" (n° 18600).

- Question de Mme Camille Dieu à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'octroi de fonds européens pour l'accompagnement et la formation des travailleurs d'Opel Anvers" (n° 18727).

- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'avenir des sous-traitants d'Opel" (n° 18758).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

22. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la prolongation de la durée du congé de maternité" (n° 18675).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

23. Question de Mme Rita De Bont au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'utilisation des éco-chèques" (n° 18937).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

24. Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'exclusion systématique des bénéficiaires du revenu d'intégration des mesures en faveur des groupes cibles dans le cadre de la politique de l'emploi" (n° 18724).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

25. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la procédure de désignation des coordinateurs de département du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme" (n° 18729).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

26. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la position des organisations des employeurs et des travailleurs au sujet de la future politique sociale et économique" (n° 18867).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

27. Questions jointes :

- Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le flou persistant concernant la prime de crise pour les ouvriers licenciés" (n° 18859).

- Question de Mme Carina Van Cauter à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la prime de crise" (n° 19063).

- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "la prime de licenciement pour les ouvriers" (n° 19235).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

28. Questions jointes :

- Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la situation sur le marché du travail des personnes souffrant d'un handicap" (n° 18938).

- Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le nombre croissant de chômeurs moins valides" (n° 19165).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

29. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "un cas grave de racisme à l'hôpital Erasme à Anvers" (n° 19044).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

30. Question de Mme Jacqueline Galant à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la rémunération d'un président d'ALE" (n° 19160).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

## Justice

---

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LA COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,  
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU COMITÉ D'AVIS CHARGÉ DES  
QUESTIONS EUROPÉENNES

*Présidents : Mme Sonja Becq et M. André Frédéric et M. Herman De Croo et Mme Vanessa Matz (S)*

➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

*(Réunion commune avec les commissions de la Justice et de l'Intérieur du Sénat).*

Les priorités de la Présidence belge de l'Union européenne.

1. Auditions des ministres de la Justice et de l'Intérieur et du secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile, adjoint à la ministre chargée de la Politique de migration et d'asile, et en ce qui concerne la Coordination de la Politique de migration et d'asile, adjoint au premier ministre et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice.

- Un échange de vues a eu lieu avec les membres de la Chambre et les sénateurs.

2. État d'avancement en matière de transposition des Directives européennes.

## Santé publique

---

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

*Président : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers*

➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

Projets de loi joints :

- Projet de loi relatif à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé (I), n°s 2240/1 et 2.

Amendement de Mme Smeyers

- Projet de loi modifiant le Code judiciaire dans le cadre de la loi du ... relative à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé (II), n° 2241/1.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Josée Lejeune, Valérie De Bue) visant à indemniser les patients victimes de contamination par le virus vih à la suite d'un accident transfusionnel ayant eu lieu en Belgique avant le 1er août 1985, n° 861/1.

- Proposition de loi (Georges Dallemagne, Marie-Martine Schyns, Brigitte Wiaux, David Lavaux, Catherine Fonck) relative à l'indemnisation des victimes de l'hépatite C et à l'établissement d'un plan fédéral de lutte contre l'hépatite C, n°s 1754/1 à 3.

- Proposition de loi (Daniel Bacquelaire, Jean-Jacques Flahaux, Jacques Otlet, Daniel Ducarme) instituant un dispositif d'indemnisation en faveur des personnes contaminées par un virus de l'hépatite à la suite de l'administration de produits sanguins ou de manipulations instrumentales, n° 2327/1.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Colette Burgeon).

- Les auteurs des propositions de loi n°s 861, 1754 et 2327 ont demandé leur disjonction.
- La discussion des articles des projets de loi n°s 2240 et 2241 a eu lieu.
- Des amendements (n°s 2 à 55) ont été déposés sur le projet n° 2240.
- Les amendements n°s 29 à 42, 46 et 55 ont été adoptés.
- Les amendements n°s 1 à 8, 14 à 22, 24 à 26, 28, 43, 45 et 52 à 54 ont été rejetés.
- Les amendements n°s 9 à 13, 23, 27, 44 et 47 à 51 ont été retirés.
- Les votes par article ont eu lieu sur les projets n° 2240 et 2241.
- La relecture du rapport (article 78.6 du Règlement) est demandée.
- Une deuxième lecture est demandée (article 83 du Règlement).

➤ **MERCREDI 10 FÉVRIER 2010**

1. Question de M. Roland Defreyne au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "Fedasil - le code 207" (n° 17081).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

2. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le blocage des recrutements à Fedasil et le conflit avec l'Inspection des Finances" (n° 18326).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

3. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accroissement des besoins en matière de CPAS selon l'étude de Dexia" (n° 18390).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

4. Question de Mme Lieve Van Daele au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les montants affectés par le gouvernement à la création de places d'accueil supplémentaires pour les demandeurs d'asile" (n° 19154).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accueil de demandeurs d'asile par des CPAS locaux" (n° 18871).

- Question de M. Kristof Waterschoot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le versement aux CPAS d'indemnités pour compenser les coûts générés par les régularisations" (n° 18894).

- Question de M. Kristof Waterschoot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'indemnisation des CPAS pour les coûts engendrés par l'opération de régularisation" (n° 18895).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la désignation d'un commissaire pour Fedasil" (n° 18925).

- Question de Mme Rita De Bont au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le commissaire spécial chargé de la recherche de places d'accueil pour les demandeurs d'asile" (n° 18931).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

7. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le non-accueil des MENA non demandeurs d'asile et l'envoi dans des centres pour adultes de MENA demandeurs d'asile" (n° 18914).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

8. Question de Mme Lieve Van Daele au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la suppression de l'obligation alimentaire" (n° 19263).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

9. Question de Mme Hilde Vautmans à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'identification des chevaux" (n° 18268).

10. Questions jointes :

- Question de M. Flor Van Noppen à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la sécurité alimentaire et les contrôles de l'AFSCA" (n° 18776).

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les mauvais résultats ressortant d'une enquête Test-Achats de 2009 en matière d'aliments" (n° 18988).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le financement de l'ARSIA" (n° 18778).

- Question de M. Eric Thiébaud à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le déménagement de l'ARSIA Mons vers Ciney" (n° 18797).

- Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la fermeture de l'agence ARSIA à Rocherath" (n° 18972).

- Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'ARSIA" (n° 19027).
- Question de Mme Catherine Fonck à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le déménagement de l'ARSIA Mons vers Ciney" (n° 19173).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

12. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les graines de lin transgéniques" (n° 19209).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Prochaine séance : mardi 23 février 2010.

### **Mondialisation**

---

COMMISSION SPÉCIALE "MONDIALISATION"

*Président : M. Dirk Van der Maelen*

➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

"Les aspects mondiaux de la crise financière"

Échange de vues avec M. Jacques Sapir, Directeur d'études (Économie) à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS - Paris).

Prochaine séance : mardi 2 mars 2010.

### **Questions scientifiques et technologiques**

---

COMITÉ D'AVIS POUR LES QUESTIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

*Président : Mme Yolande Avontroodt*

➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

Proposition d'un texte martyr sur la pharmacogénomique et la médecine personnalisée.

- La présidente a exposé sa proposition de résolution relative à la médecine personnalisée.
- Sont intervenus : M. David Clarinval, Mme Christine Van Broeckhoven, Mme Brigitte Wiaux et M. Hagen Goyvaerts ainsi que M. Van Doninck, directeur général au Service public de Programmation Politique Scientifique.

Prochaine séance : mardi 16 mars 2010.

## Naturalisations

---

COMMISSION DES NATURALISATIONS

*Président : M. David Lavaux*

➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

1. Examen des dossiers à propos desquels les chambres ne sont pas parvenues à une décision unanime (suite).

2. Divers.

Prochaine séance : mardi 23 février 2010.

## Groupe de travail “Partis politiques”

---

GROUPE DE TRAVAIL PARTIS POLITIQUES

*Président : M. Francis Delpérée (S)*

➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

1. Discussion des points de vue des groupes politiques relatifs à :

- l'inégalité entre les candidats en matière de montants maximums pour les dépenses électorales;
- l'opportunité de l'interdiction de certaines méthodes de campagne électorale;
- la problématique des sanctions, entre autres en cas de récidive, pour violation de la réglementation en matière de dépenses électorales et de comptabilité des partis politiques.

2. Ordre des travaux.

## Économie

---

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

*Président : M. Bart Laeremans*

➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

1. Questions jointes :

- Question de Mme Hilde Vautmans au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur “les tempêtes de grêle au Limbourg” (n° 18646).
- Question de M. Peter Luykx au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur “la reconnaissance comme catastrophe naturelle de l'averse de grêle qui s'est abattue sur le Limbourg” (n° 18655).

- Question de Mme Magda Raemaekers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les tempêtes de grêle au Limbourg" (n° 18676).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

2. Ordre des travaux.

3. Question de Mme Meryame Kitir au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le fonds pour les citernes à mazout des particuliers" (n° 18564).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Olivier Maingain au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'organisation du service de médiation Énergie" (n° 18702).

- Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'absence de nomination d'un médiateur de l'énergie" (n° 19276).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

5. Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le raccordement au réseau des parcs éoliens offshore" (n° 18816).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

6. Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les conséquences de l'octroi erroné du tarif social en matière d'énergie à des personnes handicapées" (n° 18817).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

7. Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le niveau réel des stocks de produits pétroliers dans notre pays" (n° 18869).

8. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "la manipulation des prix du gaz" (n° 18831).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

9. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'avis de la CREG concernant la sécurité d'approvisionnement" (n° 18977).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

10. Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les substances nocives dans les stations service" (n° 19056).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

11. Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "Bebat" (n° 19074).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

12. Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le fonctionnement d'APETRA" (n° 19257).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

13. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'insuffisance des réserves pétrolières" (n° 19266).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Prochaine séance : mardi 23 février 2010.

## Justice

---

COMMISSION DE LA JUSTICE

*Présidente : Mme Sonja Becq*

### ➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

Projet de loi visant à promouvoir une objectivation du calcul des contributions alimentaires des père et mère au profit de leurs enfants - Amendé par le Sénat, n° 899/8.

- Rapporteur : Mme Clotilde Nyssens.
- Le secrétaire d'État a donné un exposé concernant les modifications du Sénat au projet de loi.
- Une discussion a eu lieu.
- L'ensemble du projet de loi a été adopté à l'unanimité.

### ➤ **MERCREDI 10 FÉVRIER 2010**

(Réunion commune avec la commission de la Justice du Sénat).

1. Audition de représentants du ministère public sur la gestion de la durée de traitement des dossiers et sur les mesures structurelles de lutte contre l'arriéré judiciaire.

- Rapporteurs : MM. Stefaan Van Hecke et Philippe Mahoux (Sénat).
- MM. Liégeois, de le Court et Visart de Bocarmé ont pris la parole au nom du Collège des procureurs généraux.
- M. Sabbe a pris la parole au nom du conseil des procureurs du Roi.
- Un échange de vues a eu lieu après les exposés.

2. Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le rôle de la médiation dans le cadre de la création d'un tribunal de la famille" (n° 19066).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

3. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le statut des parents d'accueil" (n° 19345).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

4. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la mission des assistants de justice dans le cadre de la loi sur l'hébergement partagé" (n° 19346).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

5. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'interrogatoire de mineurs par les assistants de justice" (n° 19347).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

6. Question de Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'interdiction faite par Facebook à ses utilisateurs de supprimer leur(s) profil(s) numérique(s) par le biais de sites de 'suicide virtuel'" (n° 18161).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Justice sur "le 'marché de Montmartre' organisé durant les Fêtes gantoises" (n° 18442).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "la construction d'un centre de psychiatrie légale à Gand" (n° 18474).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "l'établissement pour internés à Gand" (n° 19140).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "la mesure de la charge de travail auprès des cours et des tribunaux" (n° 18499).

- Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "la mesure de la charge de travail auprès des cours et des tribunaux" (n° 19072).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Justice sur “un combattant gantois dans les rangs d’Al Quaida” (n° 18515).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “la décision de requête unilatérale concernant la grève chez InBev et l’opposition de la ville de Louvain” (n° 18620).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur “la levée des amendes pour les personnes suivant des cours de langue” (n° 18683).

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “l’agression commise par un détenu évadé” (n° 18732).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Question de Mme Muriel Gerkens au ministre de la Justice sur “les problèmes rencontrés par les services agréés pour les mises en observation” (n° 18769).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Question et interpellation jointes :

- Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur “les économies dans la justice” (n° 18826).

- Interpellation de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “les économies dans le domaine de la Justice” (n° 408).

- Le ministre de la Justice a répondu.

- Une motion de recommandation a été déposée par M. Renaat Landuyt.

- Une motion pure et simple a été déposée par Mme Carina Van Cauter et M. Servais Verherstraeten.

16. Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur “l’appel lancé par Child Focus” (n° 18882).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Interpellation et questions jointes :

- Interpellation de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur “la problématique des mariages de complaisance” (n° 409).

- Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Justice sur “l’avis positif que le parquet aurait transmis à l’administration communale de Gand concernant la célébration d’un mariage de complaisance étalé au grand jour lors d’une émission télévisée remarquée, le lundi 25 janvier” (n° 18893).

- Question de Mme Martine De Maght au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d’asile, sur “les mariages simulés” (n° 18911).

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “la lutte contre les mariages simulés” (n° 19398).

- Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur “la lutte contre les mariages simulés par le parquet d’Anvers” (n° 19400).
- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “la politique du parquet d’Anvers concernant les mariages simulés” (n° 19412).
- Question de Mme Martine De Maght au ministre de la Justice sur “les mariages simulés” (n° 19417).

- Le ministre de la Justice a répondu.

- Une motion de recommandation a été déposée par MM. Peter Logghe, Bart Laeremans, Francis Van den Eynde et Bruno Stevenheydens.

- Une motion pure et simple a été déposée par Mmes Carina Van Cauter et Mia De Schampelaere.

18. Questions jointes :

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “un instrument de mesure pour estimer le risque de récidive” (n° 18966).

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “l’enregistrement des récidives” (n° 18968).

- Le ministre de la Justice a répondu.

19. Questions jointes :

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “l’inculpation de Francine De Tandt” (n° 19028).

- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “la situation de la juge De Tandt” (n° 19395).

- Le ministre de la Justice a répondu.

20. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “l’assistance d’un avocat lors de la première audition de police” (n° 19062).

- Le ministre de la Justice a répondu.

21. Questions jointes :

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “la libération d’un suspect en raison d’un manque de place” (n° 19098).

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “les places pour les mineurs dans les institutions” (n° 19112).

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “la libération d’un agresseur âgé de 17 ans” (n° 19190).

- Question de M. Guy Milcamps au ministre de la Justice sur “le protocole d’accord signé en novembre 2008 entre, l’état fédéral et les entités fédérées relatif à la construction de places en IPPJ” (n° 19348).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Prochaine séance : mardi 23 février 2010.

## Droit commercial

---

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

*Président : M. Gerald Kindermans*

### ➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

Projet de loi visant à renforcer le gouvernement d'entreprise dans les sociétés cotées et les entreprises publiques autonomes et visant à modifier le régime des interdictions professionnelles dans le secteur bancaire et financier, n°s 2336/1 à 4.

Amendements de M. De Potter et consorts, Mme Pas et consorts, Mme Gerkens et consorts et M. Tuybens et consorts.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Meyrem Almaci, Juliette Boulet, Wouter De Vriendt, Zoé Genot, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Tinne Van der Straeten, Stefaan Van Hecke) relative à la publicité des participations et des rémunérations individuelles des dirigeants d'entreprise cotées en bourse, n°s 294/1 et 2.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobbac, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la rémunération du management, n° 1291/1.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobbac, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne l'indemnité de licenciement des membres du comité de direction, n°s 1292/1 et 2.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Bruno Tobbac) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne la publicité des rémunérations des administrateurs, n°s 1293/1 à 3. Amendement de M. Tuybens.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobbac, Stefaan Van Hecke) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne l'élargissement de la participation à l'assemblée générale, n° 1294/1.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobbac, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne le droit de parole à l'assemblée générale, n° 1300/1.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobbac, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la rémunération des membres du conseil d'administration, n° 1297/1.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Muriel Gerkens, Bruno Tobbac, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la composition du conseil d'administration, n° 1298/1.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobbac, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la transparence de la rémunération du management, n°s 1299/1 et 2.
- Proposition de loi (Stefaan Van Hecke) visant à supprimer les parachutes dorés et à encadrer la rémunération des dirigeants, n°s 1474/1 et 2.
- Proposition de loi (Bruno Tuybens) modifiant, en ce qui concerne les options sur actions, la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, n° 1501/1.

- Proposition de loi (Olivier Hamal, David Clarinval, Carine Lecomte, Katrin Jadin) modifiant le Code des sociétés pour instaurer le comité de rémunération et encadrer l'octroi de bonus et d'indemnités de départ pour les dirigeants d'entreprises et modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n°s 1914/1 et 2. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteurs : MM. Luk Van Biesen et Olivier Hamal).

- M. Bruno Tuybens a exposé son amendement n° 40 et le ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu à ses questions.

- Mme Muriel Gerkens est également intervenue lors de la discussion de cet amendement.

- La discussion des articles a été cloturée.

- Les amendements n°s 1 à 8 et 46 ont été adoptés.

- Les amendements n°s 9 à 45 et 47 à 49 ont été rejetés.

- Les articles 1, 2, 3 (amendé), 4 à 8 (amendé), 9 (amendé), 10 à 12, 13 (amendé), 14 (amendé), 15 à 19, 20 (amendé), 21, 22 (amendé), 23 (amendé) et 24 à 34 du projet de loi ont été successivement adoptés.

- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 10 voix contre 1 et 2 abstentions.

- La commission a approuvé un nombre de corrections techniques.

## **Intérieur**

---

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

*Président : M. André Frédéric*

### ➤ **MARDI 9 FÉVRIER 2010**

1. Questions jointes :

- Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "la répartition des contrôles d'alcoolémie" (n° 18309).

- Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "l'Alcotest systématique lors de contrôles de police" (n° 18764).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

2. Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "le nouveau système antivol pour les deux-roues" (n° 18353).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

3. Question de M. Jean Marie Dedecker à la ministre de l'Intérieur sur "les mesures d'ordre et les mesures disciplinaires au sein de la police" (n° 18464).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

4. Question de M. Eric Thiébaud à la ministre de l'Intérieur sur "la désignation des officiers de liaison de la police fédérale" (n° 18465).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

5. Question de M. Eric Thiébaud à la ministre de l'Intérieur sur "la réforme de la classification des établissements nucléaires" (n° 18483).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

6. Question de M. Eric Thiébaud à la ministre de l'Intérieur sur "la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants" (n° 18484).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

7. Question de M. Jean Marie Dedecker à la ministre de l'Intérieur sur "l'engagement de la police fédérale dans le cadre et à la suite de la prise en charge par notre pays de la présidence du Conseil de l'Union européenne" (n° 18494).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Jef Van den Bergh à la ministre de l'Intérieur sur "la perception d'amendes à l'aide de terminaux portatifs" (n° 18505).

- Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "le paiement des amendes de stationnement par le biais de terminaux de paiement" (n° 18539).

- Question de M. Ludwig Vandenhove à la ministre de l'Intérieur sur "des terminaux portables" (n° 19020).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

9. Question de M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "l'absence de parité linguistique pour les directeurs généraux au sein de la police fédérale" (n° 18521).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

10. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "le réseau Astrid" (n° 18591).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "le vote électronique" (n° 18617).

- Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur le vote automatisé" (n° 18846).

- Question de Mme Zoé Genot à la ministre de l'Intérieur sur "le futur du vote électronique" (n° 19031).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "l'impact des grèves dans les prisons pour la police" (n° 18745).

- Question de Mme Carina Van Cauter à la ministre de l'Intérieur sur "le remplacement par des agents de police lors de grèves des gardiens de prison" (n° 18760).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

13. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "la prise en charge financière du centre d'appel 100 à Namur" (n° 18660).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

14. Question de M. Raf Terwingen à la ministre de l'Intérieur sur "la mise à la disposition des communes du modèle informatique d'analyse de risque" (n° 18666).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

15. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "la sécurité à l'aéroport de Charleroi" (n° 18667).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "les cadres linguistiques au sein du service d'incendie bruxellois" (n° 18689).

- Question de M. Bart Laeremans à la ministre de l'Intérieur sur "les cadres linguistiques des services incendie et des autres services régionaux" (n° 18807).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

17. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "le déménagement du poste de circulation de Mons" (n° 18700).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

18. Question de M. Jean Marie Dedecker à la ministre de l'Intérieur sur "le recours aux analystes criminels opérationnels au sein de la police fédérale" (n° 18705).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

19. Question de M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "l'organisation des services d'incendie" (n° 18739).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

20. Question de M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "le financement des services de secours" (n° 18742).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

21. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "l'utilisation de scanners corporels dans les aéroports" (n° 18744).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

22. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "les policiers en civil sur les vols dans l'UE" (n° 18752).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

23. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "les appels d'urgence à la police" (n° 18753).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

24. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "les problèmes de communication" (n° 18754).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

25. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "des incidents dans les transports en commun" (n° 18755).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

26. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "les subsides dans le cadre des sommets européens" (n° 18756).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

27. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "les missions supplémentaires de la zone de police 'Semois et Lesse'" (n° 18765).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

28. Question de M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "le statut des pompiers volontaires" (n° 18794).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

29. Question de M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "la mise en place des zones de secours" (n° 18795).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

30. Question de M. Gerald Kindermans à la ministre de l'Intérieur sur "sa décision de ne pas envoyer de policiers belges en Haïti" (n° 18850).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

31. Question de M. Gerald Kindermans à la ministre de l'Intérieur sur "sa décision d'envoyer des formateurs belges de policiers en Afghanistan à la suite du débat récent en commission mixte" (n° 18851).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

32. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "le choix de la province du Luxembourg comme zone pilote" (n° 18962).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

33. Question de M. Paul Vanhie à la ministre de l'Intérieur sur "les véhicules prioritaires" (n° 18996).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

34. Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "les subsides fédéraux en matière de sécurité octroyés aux communes" (n° 19259).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

35. Question de M. Ludwig Vandenhove à la ministre de l'Intérieur sur "la lutte contre la culture professionnelle de cannabis" (n° 19019).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

36. Question de M. Ludwig Vandenhove à la ministre de l'Intérieur sur "l'octroi d'une indemnité compensatoire dans la zone de police de Bruxelles-Capitale/Ixelles" (n° 19021).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

37. Question de M. Ludwig Vandenhove à la ministre de l'Intérieur sur "les sanctions administratives communales" (n° 19022).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

38. Question de M. André Frédéric à la ministre de l'Intérieur sur "la mise en place du logiciel 'Ariadne' dans les provinces" (n° 19030).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

#### ➤ **MERCREDI 10 FÉVRIER 2010**

1. Question de M. Francis Van den Eynde au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "le voyage du premier ministre en Turquie" (n° 17973).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

2. Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "le recours de la société BNP Paribas Fortis contre la reprise de la société Decto" (n° 18144).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

3. Question de M. Francis Van den Eynde au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les propos qu'il a tenus devant le corps diplomatique au sujet de la marque 'Flandre'" (n° 18285).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Ben Weyts au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la vente à l'étranger d'oeuvres d'art appartenant à la famille royale" (n° 18553).

- Question de M. Francis Van den Eynde au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la vente d'objets d'art provenant de la Collection Royale" (n° 18691).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

5. Question de Mme Barbara Pas au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la légalité de la nomination du commissaire du gouvernement" (n° 18629).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

6. Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la réforme du système des intérêts notionnels" (n° 19130).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

7. Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la reprise du dialogue social" (n° 19375).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

8. Question de Mme Sarah Smeyers au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile sur "la politique de migration" (n° 19411).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

9. Question de Mme Meyrem Almaci au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'obligation de visa pour les travailleurs turcs" (n° 17596).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

10. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le fonds pour le regroupement familial" (n° 17807).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

11. Question de M. Roland Defreyne au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le problème de la migration de transit dans les ports" (n° 18158).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

12. Question de Mme Karine Lalieux au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la condamnation de la Belgique par la Cour européenne des droits de l'Homme concernant la détention des 'familles Dublin' en centre fermé" (n° 18598).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

13. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la condamnation de la Belgique par la Cour des droits de l'homme pour la détention d'enfants en centre fermé" (n° 18602).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

14. Question de M. Michel Doomst au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la condamnation de la Belgique par la Cour européenne des droits de l'homme" (n° 18604).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

15. Question de Mme Hilâl Yalçın au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le traitement des demandes de visas pour les imams" (n° 18848).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

16. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le statut des Haïtiens" (n° 18913).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

17. Question de M. Eric Jadot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la simplification des procédures de regroupement familial pour les personnes en provenance d'Haïti" (n° 19012).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

18. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les régularisations pour raisons médicales" (n° 19191).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

19. Question de M. Michel Doomst au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la migration économique dans le secteur des soins" (n° 19290).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

20. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la politique de régularisation" (n° 19353).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

21. Question de Mme Mia De Schamphelaere au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'octroi de la nationalité belge sur la base d'une cohabitation de complaisance" (n° 19407).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

22. Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "l'application des SAC" (n° 19166).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

23. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "les armes à létalité réduite" (n° 19201).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

24. Question de M. Roland Defreyne à la ministre de l'Intérieur sur "le contrôle du port de la ceinture de sécurité" (n° 19277).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

25. Question de M. Roland Defreyne au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'importante opération de contrôle des poids lourds" (n° 19280).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

26. Question de M. Mark Verhaegen à la ministre de l'Intérieur sur "la législation relative aux registres de population et au registre national et la possibilité d'habitat accompagné" (n° 19287).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

27. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "la restructuration de la formation policière" (n° 19291).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

28. Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "le démantèlement de la centrale nucléaire de Chooz A" (n° 19310).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

29. Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "la future école du feu des provinces de Namur, Luxembourg et Brabant wallon" (n° 19313).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

30. Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "le financement des académies de police" (n° 19314).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

31. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "l'absence des autorités locales dans le cadre de l'accord sectoriel 2009-2010" (n° 19385).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

32. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "le Early Warning System" (n° 19391).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

33. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "le nombre d'agressions avec violence" (n° 19392).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

34 Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "les réseaux d'information de quartier" (n° 19393).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

35 Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "la diversité au sein du corps de police" (n° 19397).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine séance : mercredi 24 février 2010.

## Défense nationale

---

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

*Président : M. Ludwig Vandenhove*

### ➤ **MERCREDI 10 FÉVRIER 2010**

1. Question de M. Hans Bonte au ministre de la Défense sur “le service militaire volontaire” (n° 18226).

- Le ministre de la Défense a répondu.

2. Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Défense sur “la fermeture du quartier Lieutenant De Wispelaere et ses conséquences à court terme” (n° 18827).

- Le ministre de la Défense a répondu.

3. Question de M. Eric Libert au ministre de la Défense sur “le déséquilibre régional dans l’élaboration du Plan de réforme de la Défense” (n° 18964).

- Le ministre de la Défense a répondu.

4. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la suppression de la batterie d’artillerie para-commando à Brasschaat” (n° 18984).

- Le ministre de la Défense a répondu.

5. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la pétition pour le maintien du 1er Para à Diest” (n° 18985).

- Le ministre de la Défense a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “un aperçu des récents problèmes rencontrés par les C130 et entre autres l’approvisionnement en pièces de rechange” (n° 19053).

- Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur “les pannes multiples d’avions utilisés par le département de la Défense dans le cadre de déplacements à l’étranger” (n° 19096).

- Le ministre de la Défense a répondu.

7. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la situation dans la province afghane de Kunduz” (n° 19083).

- Le ministre de la Défense a répondu.

8. Question de M. Stefaan Vercamer au ministre de la Défense sur “la survie de l’Air Traffic Control Center (ATCC) de Gavere” (n° 19099).

- Le ministre de la Défense a répondu.

9. Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur “l’utilisation d’un hélicoptère belge Sea King dans le cadre d’un vol médical urgent” (n° 19101).

- Le ministre de la Défense a répondu.

10. Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur “la concrétisation de l’action de recherche de trois pilotes belges qui ont été portés disparus dans la forêt vierge congolaise en 1965” (n° 19102).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Prochaine séance : mardi 23 février 2010.

## **Finances et Budget**

---

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

*Président : M. François-Xavier de Donnea*

### ➤ **MERCREDI 10 FÉVRIER 2010**

Audition de M. Ghislain Vandercapellen, Administrateur du recouvrement, sur les procédures de recouvrement et l’arriéré fiscal.

- Après un exposé introductif, M. Ghislain Vandercapellen, Administrateur général de l’administration générale de la perception et du recouvrement, a répondu aux questions de MM. Van Biesen, Gilkinet, Van der Maelen, De Potter, Coëme et de Donnea.

## **Sous-commission “Sécurité nucléaire”**

---

SOUS-COMMISSION “SÉCURITÉ NUCLÉAIRE”

*Président : Mme Katrien Partyka*

### ➤ **MERCREDI 10 FÉVRIER 2010**

Actualisation des recommandations relatives à l’Agence fédérale de contrôle nucléaire.

- La discussion a été poursuivie et clôturée.

## Dépenses électorales

---

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DES DÉPENSES ÉLECTORALES ET DE LA COMPTABILITÉ DES PARTIS POLITIQUES

*Présidents : M. Patrick Dewael et M. Armand De Decker (S)*

### ➤ MERCREDI 10 FÉVRIER 2010

1. Examen des rapports financiers sur la comptabilité des partis politiques et de leurs composantes (exercice 2008), n°s 1968/1 et 2.

- Approbation du rapport de M. Philippe Mahoux (S).

- Le rapport a été approuvé à l'unanimité.

2. Examen des rapports des présidents des bureaux principaux de collège sur les dépenses électorales et l'origine des fonds des partis politiques et des candidats individuels pour l'élection du Parlement européen du 7 juin 2009. (Continuation). (Rapporteur : M. Xavier Baeselen).

- Un rapport intermédiaire sera émis par M. Daniel Bacquelaine loco M. Xavier Baeselen.

3. Groupe de travail "Partis politiques" :

- État de la question.

- Exposé.

- Ordre des travaux.

4. Examen des notes de synthèse déposées en application de l'article 4bis de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

- Avis à rendre par la Commission de contrôle.

- La commission de contrôle a émis 3 avis.

Prochaine séance : mercredi 3 mars 2010.

## Finances et Budget

---

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET ET DU COMITÉ D'AVIS CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

*Présidents : MM. François-Xavier de Donnea et Herman De Croo et Vanessa Matz*

### ➤ MERCREDI 10 FÉVRIER 2010

(Réunion commune avec la commission des Finances et des Affaires économiques du Sénat).

- Les priorités de la Présidence belge de l'Union européenne.

- État d'avancement en matière de transposition des Directives européennes.

Exposé introductif du vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles et échange de vues.

- Après un exposé introductif sur les priorités de la Présidence belge de l'Union européenne et l'état d'avancement en matière de transposition des directives européennes, le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu aux questions de Mme Arena, M. Waterschoot et Mme Matz (S).

Prochaine séance : mardi 23 février 2010.

## **Police**

---

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT PARLEMENTAIRE DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE POLICE

*Président : M. François-Xavier de Donnea*

### ➤ **MERCREDI 10 FÉVRIER 2010**

Auditions sur le fonctionnement du Comité P.

## **Concertation parlementaire**

---

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

*Présidents : MM. Patrick Dewael et Armand De Decker*

### ➤ **JEUDI 11 FÉVRIER 2010**

1. Projet de loi portant confirmation des arrêtés royaux pris en application des articles 2 et 3 de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe, n° 52-2386/1.

*Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).*

- Le délai d'évocation a été fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

2. Projet de loi portant modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, n° 52-2401/1.

*Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).*

- Le délai d'évocation a été fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.